Mots. Les langages du politique

82 | 2006

L'emprunt et sa glose

Subjectivation du discours du journalisme politique au Québec, 1945-1995

Jean Charron

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/800>

DOI : 10.4000/mots.800

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2006

Pagination : 81-94

ISBN : 978-2-84788-099-1

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Jean Charron, « Subjectivation du discours du journalisme politique au Québec, 1945-1995 », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 82 | 2006, mis en ligne le 01 novembre 2008, consulté le 23 avril 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/mots/800> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.800>

Subjectivation du discours du journalisme politique au Québec, 1945-1995

On a beaucoup dit et écrit que le journalisme contemporain connaissait, en Amérique du Nord comme en Europe, une phase de mutation. Les diagnostics divergent quant à la nature et à l'ampleur des transformations, mais une chose paraît évidente : le problème du changement est devenu un des principaux thèmes de recherche sur le journalisme. Nous voulons contribuer à ce débat en présentant quelques résultats de recherche qui mettent en relief ce qui nous semble être un des traits les plus caractéristiques de la crise du journalisme nord-américain, à savoir la remise en question de l'objectivité comme fondement de l'épistémologie du journalisme. Notre attention portera plus précisément sur le cas du journalisme politique tel qu'il est pratiqué au Québec depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Dans l'idéal du journalisme d'information générale et politique, tel qu'il s'est défini et codifié depuis la fin du 19^e siècle en Amérique du Nord, la collecte et la transmission d'une information factuelle et objective sur les événements d'intérêt public constituent la fonction politique essentielle de la presse (de Bonville, 1988). Le journaliste compétent et intègre est celui qui sait faire abstraction de ses préférences et de ses convictions personnelles et qui met son savoir-faire au service du compte rendu des faits. Dans le domaine politique, ces faits sont, pour l'essentiel, constitués des discours des acteurs politiques, discours dont le journaliste rend compte dans le respect des intentions de communication de ceux qui les ont énoncés. Le journaliste prétend emprunter un langage neutre et, par conséquent, il s'emploie à gommer dans son énonciation toute trace de sa subjectivité. Ne reste qu'une information pure, à valeur universelle, qui peut être livrée à tous les citoyens, indistinctement. Voilà, grossièrement esquissé, l'idéal d'un journalisme objectif auquel, certes, le journalisme réel ne s'est jamais parfaitement conformé, mais qui a conditionné, pendant la majeure partie du 20^e siècle, la pratique et l'imaginaire professionnels de plusieurs générations de journalistes nord-américains (de Bonville, 1995 ; Roy, 1980 ; Godin, 1981).

Le journaliste contemporain conçoit son rôle d'une manière substantiellement différente. Certes, il s'emploie encore et toujours à rendre compte de l'actualité, mais il reconnaît discursivement qu'il le fait à partir d'un point de vue nécessairement singulier, en revendiquant par et dans son énonciation sa qualité de sujet (Charron et de Bonville, 1996). L'actualité n'est plus constituée des discours politiques en tant que tels et dont il suffirait, comme autrefois, de rendre compte ; ces discours ne sont que les indices, plus ou moins codés, que le journaliste doit déchiffrer, interpréter et disposer dans un tableau de pensée, comme dans un puzzle, pour saisir et dévoiler les situations, les enjeux et les « affaires » qui, dorénavant, constituent l'objet de son discours (Charron, 2002). Le journaliste contemporain reconnaît, dans la manière même dont il structure et énonce son discours, que l'actualité est le produit de l'intelligence individuelle et collective des journalistes, intelligence que « son » public est invité à partager et à célébrer. Il s'adresse en effet à un public défini, connu, circonscrit suivant les principes et les techniques de mise en marché de l'information. Ce public est constitué de sujets, comme lui, dont il doit capter l'attention et avec lesquels il cherche à établir une communication, un rapport d'intersubjectivité, une sorte de simulacre de conversation. Le journalisme contemporain en tant que pratique discursive se distingue par sa propension à mobiliser toutes les fonctions de la communication et tous les registres du discours pour les mettre au service de la rencontre avec le public (Charron et de Bonville, 1996).

Certes, cette schématisation est abusive ; l'évolution du journalisme nord-américain réel n'est certainement pas aussi catégorique. Nous posons plutôt les deux extrêmes d'un continuum pour ensuite formuler l'hypothèse que le journalisme d'information tel qu'il s'est pratiqué en Amérique du Nord dans la majeure partie du 20^e siècle était plus proche du premier pôle et que, depuis quelques décennies, il s'est rapproché du second. Plus précisément, nous voulons, à partir du cas de la presse quotidienne québécoise de langue française, mettre en relief le processus de subjectivation du discours du journalisme politique nord-américain depuis la fin de la deuxième guerre mondiale¹.

Les journalistes peuvent manifester discursivement leur subjectivité de bien des manières. Dans cet article, nous ferons porter nos observations sur l'expression de la subjectivité à travers l'utilisation de formes linguistiques par lesquelles le journaliste explicite ou rend visible la dimension analytique de son discours. Il ne s'agit pas ici de mesurer la « teneur analytique » des textes (bien que nos indicateurs puissent être interprétés de cette façon), mais plutôt

1. Le journalisme « à la québécoise » ayant ses spécificités, ne serait-ce que du fait de la langue et de la taille du marché, nos observations ne sont pas, à strictement parler, généralisables à l'ensemble de la presse nord-américaine. On reconnaîtra cependant qu'au-delà de ces traits spécifiques qui lui donnent une couleur locale distinctive, le journalisme québécois est régi par les mêmes normes professionnelles fondamentales, subit essentiellement les mêmes contraintes structurelles et connaît les mêmes tendances lourdes que celles qui prévalent ailleurs en Amérique du Nord.

de montrer que, depuis les années soixante et soixante-dix, les journalistes ont entrepris de la rendre plus visible en l'explicitant linguistiquement et en s'affichant de plus en plus en tant qu'analyste et interprète.

L'analyse porte sur un corpus d'articles de nouvelles traitant de politique² et constitué suivant des règles d'échantillonnage qui permettent d'évaluer statistiquement la représentativité des observations³. La période à l'étude, de 1945 à 1995, a été divisée en six décennies ; un échantillon représentatif a été prélevé pour une seule année par décennie (1945, 1955, etc.) ; chacun est donc, au sens strict, représentatif d'une année par décennie et non de toute la décennie. Cela semble suffisant compte tenu que les variables dont nous étudions l'évolution peuvent être considérées comme structurelles, c'est-à-dire peu sensibles aux conjonctures et donc peu susceptibles de connaître des variations importantes dans la courte durée. Après tout, les règles fondamentales de l'écriture de presse ne varient pas au gré des événements, des saisons ou de la fantaisie des scripteurs. Pour les mêmes raisons, nous avons limité l'analyse à deux journaux, *La Presse* et *Le Devoir*. En effet, si la conception du journalisme de presse écrite change de manière fondamentale, nous devrions pouvoir en constater les effets dans ces deux journaux. *La Presse* est en effet un quotidien généraliste de grand format et à large audience, comme on en trouve dans toutes les grandes villes nord-américaines, et dans lequel on pratique un journalisme plutôt orthodoxe, conforme aux normes professionnelles ambiantes. On imagine mal que ces normes changent fondamentalement sans qu'un journal comme *La Presse* ne participe au changement ou, à tout le moins, s'y adapte. Inversement, on imagine mal qu'un journal de ce genre opte pour la déviance au point d'actualiser durablement des règles d'écriture en rupture profonde avec celles qui feraient consensus par ailleurs dans les autres journaux. Quant au *Devoir*, il s'agit d'un journal au tirage modeste, qui s'adresse surtout aux élites et qui essaie, avec

2. Les articles de nouvelles sont ceux qui ont pour fonction manifeste de relater un événement d'actualité et dont rien, dans la présentation et la mise en page (surtitre générique, encadré, attributs typographiques, etc.) n'indique au lecteur qu'il pourrait s'agir d'autre chose. Une nouvelle porte sur la politique dès lors qu'elle met en scène au moins un acteur politique (conseiller municipal, maire, député, ministre, Premier ministre ainsi que les candidats à ces postes et le personnel apparenté comme les chefs de cabinets et les conseillers). Dans les journaux à l'étude, et sauf de rares exceptions, les nouvelles sur la politique internationale proviennent des agences de presse et ne sont pas rédigées par les journalistes de la maison ; elles ont donc été exclues.
3. Le corpus est constitué de 862 articles totalisant plus de 591 000 mots. L'analyse ne porte que sur les phrases ou segments de phrases attribuables aux journalistes (soit 47,2 % des mots), le reste étant constitué de segments de discours rapporté. L'échantillon a été construit aléatoirement selon la technique des « semaines construites » (voir de Bonville, 2000). Les articles se distribuent à peu près également entre les deux journaux et entre six années, à raison d'une année par décennie, de 1945 à 1995. L'évaluation de la signification statistique des tendances observées a été réalisée par le module GLIMMIX (*Generalized Linear Mixed Models*) du logiciel SAS (*Statistical Analysis System*), qui calcule des degrés de signification statistique pour des données qui comparent deux distributions (les valeurs relatives aux deux journaux) dans des séries chronologiques. Sauf indication contraire, les variations et tendances empiriques décrites et commentées dans cet article sont statistiquement significatives à un seuil de $p \leq 0,05$.

des ressources qui ne sont pas toujours à la mesure de ses ambitions, d'incarner la tradition des « journaux de référence » ou de ce que les Anglo-Saxons appellent des *quality papers*. Au cours de la période qui nous intéresse, *Le Devoir* s'est engagé à plusieurs reprises dans diverses luttes politiques qui ont pu exercer une influence sur la dimension analytique de ses articles de nouvelles portant sur la politique. Cependant, au-delà de cet engagement et de ses effets possibles sur le style d'écriture pratiqué par ses journalistes, *Le Devoir* demeure un journal généraliste qui obéit aux normes fondamentales du journalisme nord-américain. Comme les autres journaux avec lesquels il est en concurrence, il participe à une dialectique de la distinction et du mimétisme en vertu de laquelle il doit se doter d'une personnalité propre, distinctive, sans pour autant pouvoir s'écarter des pratiques en vigueur dans le système de journaux auquel il participe. Bref, même s'ils ne sont pas statistiquement représentatifs de l'ensemble des articles de nouvelles publiés par les quotidiens de langue française au Québec, on peut prétendre que ceux publiés par *La Presse* et *Le Devoir* sont théoriquement représentatifs des règles fondamentales du journalisme de presse écrite quotidienne au Québec.

Nous avons observé la tendance à la subjectivation du discours de presse à travers quatre indicateurs linguistiques d'analyse : les attributions d'état psychologique, les connecteurs logiques de renforcement et d'opposition, les modalités subjectives et les énoncés prospectifs. Comme nous le verrons, ces formes linguistiques constituent de puissants marqueurs de subjectivité énonciative⁴. Ces formes ont aussi en commun d'être aisément repérables par la présence de mots ou d'expressions caractéristiques et, par conséquent, de pouvoir faire l'objet de mesure sur un grand corpus⁵.

Les attributions d'état psychologique

L'attribution d'état psychologique (AEP) consiste, pour le journaliste, à imputer aux acteurs dont il parle un état mental quelconque. Il peut s'agir de cognitions (*il croit que*), de dispositions (*il est habitué à*), d'états émotifs (*il craint que*) ou encore d'intentions (*il cherche à*). Un état psychologique peut être attribué à une personne ou à un groupe de personnes (*la craintes des contribuables*) ; il peut

4. Parmi les marqueurs de subjectivité énonciative, les pronoms personnels à la première personne sont sans doute les plus puissants et les plus manifestes. Ces caractéristiques les rendent cependant peu compatibles avec la rhétorique journalistique nord-américaine. C'est pourquoi on ne trouve pas dans le corpus de pronoms à la première personne du singulier (*je, moi, mes*, etc.) ; on en compte quelques-uns au pluriel, surtout dans les années quarante-cinq et cinquante-cinq (ils sont le reflet du nationalisme conservateur qui prévalait à cette époque : *nos soldats, notre pays, nos valeurs*, etc.), mais en nombre insuffisant pour justifier une analyse statistiquement valide.
5. On trouvera le détail des règles de repérage de ces indicateurs dans Charron et Jacob, 1999.

aussi être attribué à un tiers comme le résultat de l'action de l'acteur dont parle le journaliste (*Il a convaincu les militants*). Par l'attribution psychologique, le journaliste délaisse la posture de l'observateur externe, caractéristique de la rhétorique d'objectivité, pour adopter celle du narrateur omniscient, doté de cette « vision interne » qui lui donne accès aux pensées d'autrui. Dans un discours réaliste comme l'est, par définition, le discours journalistique, l'AEP est interprétée par le lecteur comme le résultat d'un travail d'observation et d'interprétation au terme duquel le journaliste a inféré l'état mental de celui dont il parle en se fondant sur ses actions et son discours. Cette interprétation est le produit de ce que Catherine Kerbrat-Orecchioni (1986) appelle un « calcul interprétatif », lequel mobilise des connaissances et des habilités cognitives particulières et dont la responsabilité incombe au journaliste en tant que sujet-locuteur.

Comme l'indique le graphique 1⁶, ce procédé narratif par lequel les journalistes mettent en valeur leur « intelligence » des situations politiques n'est ni rare, ni récent. Sur l'ensemble du corpus, on dénombre en moyenne 12,7 AEP par 1 000 mots et on en compte presque une dizaine par 1 000 mots dès 1945 et 1955. Mais le plus significatif pour notre propos, c'est que la fréquence des AEP suit une nette tendance à la hausse, à la fois dans *La Presse* et dans *Le Devoir* (bien que la progression ait été plus précoce dans ce dernier).

Graphique 1 : Nombre d'attributions d'état psychologique par 1 000 mots

La fréquence des AEP et son augmentation dans le temps témoignent de l'intensification d'une forme d'analyse caractéristique du journalisme politique

6. Les tracés dans les histogrammes indiquent si les variations dans le temps sont statistiquement significatives (à un seuil de $p \leq 0,05$).

contemporain. L'hypothèse de Jones et Nisbett (1972) sur les champs d'attention semble ici particulièrement éclairante. Selon cette hypothèse, les acteurs d'un évènement, parce qu'ils doivent constamment ajuster leur action aux conditions qui prévalent dans leur environnement, ont tendance à expliquer leur comportement en termes de causalité externe ou conjoncturelle ; par contre, les observateurs des mêmes évènements (les journalistes en l'occurrence), parce qu'ils observent des individus en action, ont davantage tendance à expliquer les faits et gestes des acteurs en les reportant à leurs dispositions, leurs attitudes, leur personnalité. En cherchant un dénominateur commun aux comportements d'un acteur, l'observateur fait de celui-ci un portrait psychologique cohérent qui lui sert ensuite de grille d'analyse et d'interprétation de ses comportements. En d'autres termes, le champ d'attention des journalistes politiques serait surtout centré sur les individus avec leurs attitudes et leurs intentions, et c'est là, dans ces variables individuelles, qu'ils trouvent des explications aux évènements. D'où leur propension à décrire les états mentaux des « personnages » qu'ils mettent en scène dans les nouvelles. Selon cette hypothèse, plus le discours des journalistes tend vers l'analyse et l'explication, plus la description des états mentaux des acteurs leur semble pertinente et plus ils ont recours aux AEP.

Les connecteurs logiques

Le locuteur qui raconte un évènement ou décrit une situation signale linguistiquement les relations qu'il établit entre les éléments d'information en ayant recours à des « connecteurs » (des conjonctions et des prépositions) qui précisent la nature de ces relations (liaison, alternative, conséquence, causalité, restriction, etc.). Nous considérons ici deux types de connecteurs qui ont en commun de marquer avec force l'intention du locuteur d'organiser les matériaux qui constituent son discours : les connecteurs de renforcement et d'opposition. Les connecteurs de renforcement lient deux propositions qui vont dans le même sens sur le plan argumentatif, l'une renforçant l'autre soit en dérivant une implication, une conclusion ou une conséquence, soit en ajoutant une information qui confirme, justifie ou complète la proposition précédente ou ses présupposés. Les connecteurs de renforcement (comme *donc*, *par conséquent*, *ainsi*, *en conclusion*, *en effet*, *d'ailleurs*, *c'est pourquoi*, etc.) mettent en relief la cohérence et le caractère argumentatif du texte du journaliste. Les connecteurs d'opposition (comme *mais*, *par contre*, *bien que*, *au contraire*, *au lieu de*, etc.) indiquent au contraire que la proposition se situe dans un rapport, soit de restriction ou de concession, soit de réelle opposition avec la proposition qui précède ou avec ce que cette dernière présuppose. Dans les articles de nouvelles, ces connecteurs d'opposition servent surtout à relever les contradictions, les contrastes ou les incohérences dans les faits et gestes des acteurs mis en scène.

Ces connecteurs logiques rendent visible le travail de structuration du réel auquel se livre le journaliste dans son texte. Celui-ci se présente alors dans son propre discours en tant que sujet qui donne du sens aux éléments d'information en les organisant en un tout intelligible. À en croire le graphique 2, c'est une posture que les journalistes adoptent de plus en plus volontiers. La présence de ces connecteurs dans les articles examinés suit en effet, dans les deux journaux, une forte tendance à la hausse jusqu'en 1975, pour se stabiliser par la suite. En 1945, on compte en moyenne près de 5 occurrences par 1 000 mots ; l'indice connaît une progression constante pour atteindre, en 1975, 12,1 connecteurs par 1 000 mots. À partir de 1975, la fréquence des connecteurs oscille autour d'une moyenne de 11,1 occurrences par 1 000 mots. Les connecteurs qui marquent l'opposition (54,1 %) sont un peu plus fréquents que ceux qui marquent le renforcement (45,8 %), les journalistes politiques étant apparemment plus soucieux de mettre en relief les contradictions de ceux dont ils parlent que la cohérence de leur propre propos.

Graphique 2 : Nombre de connecteurs logiques par 1 000 mots

Ces résultats témoignent d'une tendance des journalistes à rendre compte d'une structuration plus argumentative de leur discours sur la réalité. Au fil des décennies, la réalité telle que décrite dans les articles de nouvelles apparaît de moins en moins comme un tout structuré a priori, mais comme le fruit d'un travail d'organisation et de construction dont le journaliste est le maître d'œuvre. En multipliant les connecteurs, le journaliste reconnaît linguistiquement, à l'intention du lecteur, que les faits ne parlent pas d'eux-mêmes et qu'au contraire, c'est lui qui assume la responsabilité de les structurer dans un ensemble signifiant. Le fait que *Le Devoir* et *La Presse* connaissent, au chapitre des connecteurs

logiques, la même évolution (comme c'est aussi le cas pour les AEP) suggère que cette propension des journalistes à expliciter le travail de structuration de l'information représente une tendance lourde qui transcende l'individualité de chaque journal.

Les modalités subjectives

Le journaliste peut manifester sa présence en tant que sujet-locuteur en ayant recours à des expressions qui ont comme propriété d'explicitier un rapport subjectif entre le locuteur et ses énoncés⁷. Nous avons regroupé dans cette catégorie trois types d'expression. Les modalités d'énonciation, peu fréquentes dans le discours de presse, servent au locuteur à qualifier sa propre énonciation en exprimant une intention soit de synthétiser ou de condenser des informations (*il s'agit essentiellement de... ; bref...*), soit d'en donner une représentation plus « personnelle » (*à strictement parler... ; on peut carrément dire que... ; franchement*). Les modalités d'énonciation sont de puissantes marques de subjectivité dans la mesure où la qualification ne porte pas sur une réalité extérieure au locuteur, mais sur la manière dont celui-ci choisit de s'exprimer. Le locuteur met ainsi l'accent sur lui-même en tant que sujet d'énonciation plutôt que sur un référent extérieur. L'effet de subjectivité est tel que les journalistes n'utilisent ce genre de modalités qu'avec parcimonie ; dans le corpus, on n'en retrouve en moyenne qu'un cas à tous les 2 500 mots (tous les trois ou quatre articles) et ils ne représentent que 16 % des modalités subjectives (17,8 % dans *La Presse* et 13,7 % dans *Le Devoir*).

Certaines modalités subjectives expriment un sentiment du locuteur à l'égard de l'objet dont il parle (*curieusement, malheureusement, etc.*). L'effet de subjectivité énonciative est ici à son comble puisque c'est le journaliste lui-même et ses propres sentiments qui, momentanément, deviennent l'objet de son discours. Ces modalités d'affectivité, incompatibles avec une rhétorique d'objectivité pure, comptent dans le corpus pour moins de 10 % du total des modalités subjectives (11 % dans *La Presse* et 8,7 % dans *Le Devoir*) ; on n'en compte qu'un cas tous les 4 000 mots.

Enfin, les modalités aléthiques sont les modalités subjectives les plus susceptibles d'apparaître dans le discours de presse car elles marquent la factuelité d'un énoncé en lui attribuant un degré de probabilité, de certitude ou de vraisemblance (*certainement, possiblement, probablement, etc.*) ou encore en l'associant à une perception (*apparemment, distinctement, visiblement, etc.*).

7. Dans les exemples que nous donnons, la qualification est réalisée par des adverbes (*vraisemblablement*), mais elle peut tout aussi bien être réalisée par des locutions qui ont une fonction adverbiale équivalente et qui utilisent un substantif (*selon toute vraisemblance*) ou un adjectif (*il est vraisemblable que*).

En ayant recours à ce type de modalités, le journaliste se met en scène dans une position de métadiscours et adresse au lecteur des consignes d'interprétation de ses propres énoncés.

Bien que les trois groupes de modalités ne présentent pas la même force d'engagement de la part du locuteur (toutes choses étant égales par ailleurs), il n'en demeure pas moins que toutes manifestent la présence du locuteur avec beaucoup de force. Les journalistes en font pourtant un usage relativement fréquent : on retrouve en moyenne 2,4 modalités subjectives par 1 000 mots, soit 1,6 par article. Sur ce plan, les articles du *Devoir* ne diffèrent pas de ceux de *La Presse*. Le graphique 3 montre qu'au même titre que les autres indicateurs linguistiques de subjectivité, la fréquence des modalités subjectives augmente de manière sensible au cours de la période étudiée. *Le Devoir* connaît une croissance significative entre 1945 et 1955, puis entre 1965 et 1975 (la baisse entre 1955 et 1965 n'est pas statistiquement significative) pour atteindre en 1975 un sommet à 3,5 cas de modalité subjective par 1 000 mots. Entre 1945 et 1975, leur fréquence aura plus que doublé. Par la suite, l'indice connaît un léger recul à une moyenne de 2,7 cas par 1 000 mots (la baisse en 1985 est significative, alors que la hausse en 1995 ne l'est pas). Le recours aux modalités subjectives se présente dans *La Presse* en deux périodes : en 1945 et 1955, les journalistes de ce quotidien utilisent en moyenne une modalité subjective par 1 000 mots ; depuis 1965, cette moyenne a triplé, pour se situer autour de trois occurrences par 1 000 mots. Ces observations viennent appuyer l'hypothèse d'une subjectivation du discours de la presse québécoise qui apparaît dès la décennie soixante. Dès cette époque, en effet, les journalistes qualifient leurs propres énoncés en ayant recours de plus en plus fréquemment à des expressions qui, en principe, sont étrangères à l'énonciation neutre et désengagée préconisée par le journalisme d'information.

Graphique 3 : Nombre de modalités subjectives par 1 000 mots

On ne s'étonnera pas de constater que, lorsque les journalistes ont recours aux modalités subjectives, ils utilisent le plus souvent les moins subjectives d'entre elles, c'est-à-dire celles qui servent à établir la validité de leurs énoncés. Dans les articles du *Devoir* et de *La Presse*, les modalités aléthiques représentant respectivement 77,6 % et 71,2 % des modalités subjectives recensées. Cette tendance est conforme aux visées informatives du discours de presse, qui exigent que soient distingués les énoncés de fait et les interprétations, les événements avérés et ceux qui ne le sont pas. Cela dit, l'augmentation de la fréquence des modalités aléthiques ne signifie pas que le discours des journalistes tende vers une plus grande factualité. Au contraire, depuis les décennies soixante et soixante-dix, les journalistes ont davantage tendance à produire des énoncés interprétatifs ou analytiques qui n'ont de valeur en tant qu'information qu'à la condition que le lien de validité qui les lie au réel soit affirmé et réitéré. En explicitant ce lien, le journaliste manifeste sa subjectivité en tant que locuteur et rend, du coup, cet énoncé incompatible avec une rhétorique d'objectivité pure.

Les prospectives

Une nouvelle est constituée du récit d'un événement qui appartient à un passé récent révolu ou qui perdure. Le temps de la nouvelle tel que prescrit par la rhétorique d'objectivité est donc le passé et le présent⁸. Le journaliste s'écarte sensiblement de cette rhétorique quand, en projetant dans l'avenir les conséquences possibles ou probables des événements passés ou présents, il entreprend d'anticiper le futur. En traitant d'un état de choses non encore avéré, le journaliste rompt avec la posture de « témoin » et de « rapporteur » de nouvelles, censé rendre compte de faits observés, pour adopter celle de l'analyste expert qui engage ses ressources cognitives et son talent dans un processus de déduction au terme duquel il arrive à entrevoir les événements à venir. L'anticipation des événements est en somme le test ultime de l'analyse experte puisqu'elle représente une maîtrise théorique des événements. Le journaliste s'« avance » en quelque sorte dans son discours en formulant des énoncés prospectifs ; il engage sa responsabilité et sa crédibilité en tant que sujet locuteur dans la mesure où la validité de ses énoncés ne peut pas, au moment où il les profère, être établie. La valeur de ses propositions ne tient qu'au crédit qu'il détient auprès de ceux à qui son discours est en principe destiné, c'est-à-dire le public, mais aussi auprès de ceux qui, autour de lui, tiennent les comptes au chapitre de sa crédibilité : les acteurs politiques, ses collègues compétiteurs et ses supérieurs.

8. Il faut ajouter le « futur institutionnel », c'est-à-dire les énoncés qui annoncent la tenue d'un événement futur dont l'occurrence, la nature, voire le déroulement sont définis et programmés par les institutions, comme la date d'un procès, l'ordre du jour d'une réunion, la composition d'un comité, etc. De tels énoncés ne constituent à pas à proprement parler des prédictions.

Le journaliste peut formuler des énoncés prospectifs selon deux modalités : la conjecture et la prédiction. La conjecture, qui se conjugue généralement au conditionnel, présente la réalisation d'un évènement à venir comme une possibilité parmi d'autres alors que la prédiction affirme, avec un degré variable de certitude, la réalisation d'un évènement futur, sans que d'autres possibilités soient évoquées.

Les énoncés prospectifs, bien qu'ils marquent une rupture par rapport à une rhétorique d'objectivité pure, sont relativement nombreux dans les articles de nouvelles ; dans le corpus, on compte en moyenne 1,7 occurrences par 1 000, c'est-à-dire à peu près une occurrence par article. Cependant, comme le montre le graphique 4, la fréquence des énoncés prospectifs tend à croître de manière sensible : de 1945 à 1965, on compte en moyenne 1,3 cas de prospective par 1 000, alors que de 1975 à 1995, la moyenne double à 2,5 occurrences par 1 000 mots. Il faut immédiatement souligner que cette croissance est due presque exclusivement à *La Presse*. Dans ce journal, les articles de 1945 et 1955 comptent en moyenne 0,6 énoncés prospectifs par 1 000 mots, ce qui est largement en dessous du nombre d'énoncés prospectifs qu'on peut lire dans les articles du *Devoir* (la différence entre les journaux est significative en 1945 et en 1955). Par la suite, l'indice de *La Presse* croît pour atteindre une moyenne de 2,4 énoncés prospectifs entre 1975 et 1995, soit près de quatre fois plus qu'au début de la période. La hausse dans *La Presse* est attribuable autant aux prédictions qu'aux spéculations.

Dans les articles du *Devoir*, le recours aux énoncés prospectifs est une constante ; on compte, bon an mal an, 1,7 énoncés prospectifs en moyenne par 1 000 mots. Ainsi, s'il y a eu une transformation dans la pratique journalistique entre 1945 et 1995, cela ne semble pas avoir affecté la fréquence d'utilisation des énoncés prospectifs par les journalistes du *Devoir*. Si bien qu'en 1945 et 1955, *Le Devoir* utilise plus abondamment que *La Presse* les énoncés prospectifs, alors qu'à partir de 1975, c'est l'inverse (bien que, pour la période qui va de 1975 à 1995, les écarts observés entre *La Presse* et *Le Devoir* ne soient pas statistiquement significatifs).

Cependant, l'apparente stabilité de la fréquence des prospectifs que nous observons dans le cas du *Devoir* masque un changement sensible. La catégorie générale des prospectifs est en effet constituée de deux types d'énoncés, les prédictions et les spéculations. Or, dans la première moitié de la période, les journalistes, ceux du *Devoir* comme ceux de *La Presse*, ont recours plus volontiers à la prédiction (qui compte à cette époque pour 58,3 % des énoncés prospectifs) qu'à la spéculation (41,6 %) alors que, de 1975 à 1995, les valeurs sont exactement à l'inverse : les énoncés spéculatifs comptent alors pour 58,4 % alors que les prédictions ne représentent plus que 41,6 % des énoncés prospectifs. Cette inversion est particulièrement marquée dans *Le Devoir*. En données absolues, le nombre de prédictions dans les articles du *Devoir* diminue au profit

Graphique 4 : Nombre de prospectives par 1 000 mots

des spéculations. En données relatives, les spéculations qui, pour la période de 1945 à 1965, ne comptent que pour 32,3 % des prospectifs qu'on retrouve dans ce journal représentent, pour la période de 1975 à 1995, jusqu'à 62,8 % des énoncés prospectifs. Que signifie cette inversion des valeurs en regard du problème de subjectivation du discours de presse ? La définition même des catégories de prédiction et de conjecture pourrait nous amener à penser que la prédiction comporte un degré plus élevé d'engagement et donc de subjectivité énonciative que la conjecture. Dans le premier cas en effet, le journaliste engage sa crédibilité en formulant une prédiction qui, le moment venu, pourrait ne pas s'avérer ; dans le cas de la conjecture, le journaliste fait preuve de prudence et d'un engagement moins affirmé en laissant le futur indéterminé. Il est permis de croire cependant que le degré d'engagement tient moins à la forme (prédictive ou conjecturale) de l'énoncé prospectif qu'à son objet. Le journaliste, en examinant des événements passés ou présents, peut en tirer des conclusions quant aux événements futurs. Lorsque ces événements passés ou présents paraissent devoir produire un effet direct et prévisible, le journaliste évoquera cet effet dans des énoncés prédictifs ; mais si la relation entre la cause et l'effet paraît plus lointaine, moins directe et plus spéculative, il aura tendance à opter pour des énoncés de conjecture. Les énoncés de conjecture pourraient donc témoigner d'un travail analytique plus intense ou plus poussé que les énoncés de prédiction. Ce travail analytique amènerait le journaliste à envisager des conséquences logiquement plus lointaines ou dont la probabilité serait plus difficile à établir. Ainsi, bien qu'en regard du critère de vérité, la conjecture paraisse moins engageante que la prédiction, elle pourrait, en regard de la « teneur analytique » du discours de presse, constituer une forme de l'analyse journalis-

tique plus engageante et plus « subjective » que la prédiction. Si tel était le cas, on devrait conclure que la présence de plus en plus importante de la conjecture dans les articles de nouvelles renforce l'hypothèse de la subjectivation du discours de presse.

Au vu de ces résultats, la subjectivation du discours par le biais d'une rhétorique plus analytique apparaît comme une tendance lourde du journalisme politique tel qu'il est pratiqué dans les quotidiens au Québec. Tous nos indicateurs linguistiques pointent dans la même direction et les deux quotidiens à l'étude participent également à cette évolution. Certes, la crise du journalisme à laquelle nous faisons allusion au début de cet article ne se réduit pas à une réinterprétation de la norme d'objectivité. Les mutations dont le journalisme est l'objet depuis quelques décennies sont multidimensionnelles et touchent tous les aspects du journalisme en tant qu'institution et en tant que pratique discursive. Il n'en reste pas moins que la subjectivation du discours rompt avec le dispositif normatif qui a légitimé l'action de la presse nord-américaine pendant la majeure partie du 20^e siècle. Ce dispositif se reconstruit sur des bases nouvelles qui font une grande place à la subjectivité. Par ailleurs, ces changements, qui sont perceptibles voire clairement affirmés dès les années soixante et soixante-dix, ne peuvent se satisfaire d'explications qui rapporteraient la mutation du journalisme à des phénomènes qui n'apparaîtront que postérieurement (l'emprise de la télévision, la prolifération des supports d'information, la convergence, l'influence des canaux d'information continue et d'Internet, etc.). Ces facteurs ont vraisemblablement contribué aux changements plus récents, mais en combinant leur action à d'autres facteurs plus anciens (la professionnalisation des journalistes, la prospérité des Trente glorieuses et l'émergence de la société de consommation, l'effervescence sociale, politique et culturelle de la fin des années soixante, etc.) pour produire des combinaisons complexes dont la sociologie et l'histoire du journalisme sont encore loin d'avoir démêlé l'écheveau.

Références

- BONVILLE J. (de), 1988, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 416 p.
- 1995, « Comment le dit-on ? », *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985. Morphologie et contenu*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 131-154.
- 2000, *L'analyse de contenu des médias*, Bruxelles, de Boeck, p. 119.
- et CHARRON J., 1996, « Le paradigme du journalisme de communication. Essai de définition », *Communication*, vol. 17, n° 2, p. 51-97.

- CHARRON J., 2002, « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté », R. Rieffel et T. Watine éd., *Les mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris, Panthéon Assas, p. 83-117.
- et JACOB L., 1999, *Énonciation journalistique et subjectivité. Les marques du changement*, Études de communication publique, n° 14, Québec, Université Laval, 70 p. Disponible à : <http://www.com.ulaval.ca/etudesdecompublique>.
- GODIN P., 1981, *La lutte pour l'information. Histoire de la presse écrite au Québec*, Montréal, Le Jour, 317 p.
- JONES E. E., NISBETT R. E., 1972, « The actor and the observer : divergent perceptions of the causes of the behavior », E. E. Jones, D. E. Kanouse, H. H. Kelley, R. E. Nisbett, S. Valins et B. Weiner éd., *Attribution. Perceiving the Causes of Behavior*, Morristown, General Learning Press, p. 79-94.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., 1986, *L'implicite*, Paris, Armand Colin, 404 p.
- ROY M., 1980, « Plaire et informer. L'évolution des pratiques journalistiques au Québec », *Les journalistes. Dans les coulisses de l'information*, Montréal, Québec/Amérique, p. 15-42.